



# Réussir le 29 janvier! Tous ensemble dans l'action !

Une année difficile s'annonce pour tous. Cependant, le mouvement lycéen a fait reculer le pouvoir, tout comme celui de la « météo nationale » ou de l'Office National des Forêts. **Gagner est donc possible, mais pour cela il faut lutter !**

Pour 2009, la CGT vous présente donc, tous ses vœux de réussites dans les combats que nous mènerons ensemble pour l'emploi, les salaires, les conditions de travail et la défense de nos missions.

Le 29 janvier, TOUTES les organisations syndicales du public et du privé appellent à faire grève et à manifester. Elles sont relayées par toutes les organisations de fonctionnaires et celles de la justice. Il est temps de marquer notre colère et de défendre le service public !

## **2009 sera une année de luttes à la PJJ...**

Les suppressions de Cinq DR, n'a été pour l'administration qu'un galop d'essai. La question des redéploiements bidons, en surnombre ou sur des postes en cours de fermeture, va désormais se poser avec acuité et la poursuite du plan de casse se met à l'œuvre :

1/ Séparation de la fonction administrative de la « mission » par l'externalisation des personnels administratifs sur des plate formes régionales et inter-directionnelles ( voire interministérielles à terme ?!). Cela met en danger l'emploi des AA, des SA et des attachés de toute la PJJ.

2/ Casse des DD sur 2 plans :

- Fermetures des petites DD sous prétexte d'économie en saisissant toutes les occasions (mutations, départ en retraite) voire en les provoquant : cf. la valse des directeurs en cours !
- Vider toutes les DD des personnels administratifs, lorsqu'il ne restera plus que quelques directeurs pour tenir les murs, il sera possible de fermer. A la CGT, nous pensons qu'en métropole, seules 22 DD dont le siège est sur une préfecture de région ont des chances de pérennités...

3/ restructuration des services, sous couvert de recentrage au pénal. Fermetures de FAE (Marseille Amaryllis, Epinal, Niort, Mayenne), créations de très gros STEMOS comme en Ile de France, qui rapidement seront support de l'Insertion mais posent la question de l'avenir des postes de directions. La norme d'un directeur pour 30 personnels est mise en œuvre ! Cela fait combien de postes supprimés ?

Casse des UEAJ, et utilisation de l'insertion comme solution occupationnelle pour les mineurs...

**Cette réorganisation ne cache même plus un vaste plan social qui l'accompagne.** Dans toutes les régions, il est fait état des redéploiements de titulaires et de licenciements de contractuels !!!

Nous le redisons, ce sont plusieurs centaines de postes qui sont en danger et qu'il faut défendre.

Nous devons réaffirmer qu'il n'est pas acceptable qu'une région ferme un hébergement après avoir voté le maintien du nombre de place d'accueil en CTP.

Aujourd'hui, il faut imposer une suspension de toutes les fermetures. A la CGT, nous allons utiliser tous les biais pour bloquer la machine, c'est le seul moyen de continuer à construire un rapport de force avec les élus, les fonctionnaires et les usagers du service public.

Il faut donc alerter les collectivités territoriales des conséquences des fermetures, de la baisse de moyens du service public et le transfert de charge que cela représente.

Il faut mener la bataille juridique sur le cadre et la méthode de fermeture. Il faut soutenir tous les agents concernés, titulaires ou non et les accompagner...

Il faut construire les actions qui permettront de rassembler le plus largement possible autour de notre administration, de nos moyens de nos missions...

### **Pas d'instrumentalisation de la crise contre le service public !**

Nous devons, par notre mobilisation, qui sera observée à la loupe, dire que les personnels ne veulent pas faire les frais d'une politique de casse de l'emploi public et du service public.

La crise du modèle libéral, la CGT l'annonce depuis des années. Une politique axée sur le profit conduit inévitablement aux dérives actuelles. Comme à chaque crise, ce sont les salariés que l'on veut faire payer !

Les banquiers, qui sont responsables (mais incapables de savoir ce qu'il font de notre argent), bénéficient des milliards d'aide sans contrôle sérieux des subventions qui leur sont données.

Les caisses qui étaient vides il y a quelques semaines pour casser la fonction publiques regorgent d'argent pour les patrons des banques ou de l'automobile...

### **Puisque l'argent existe, il faut augmenter les petits salaires, en priorité ceux qui sont inférieurs à 1500 euros nets...**

Il faut augmenter le Smic à 1600 euros maintenant comme le demande la CGT. Il faut revoir les grilles indiciaires C et B en conséquence...

Puisque l'argent existe, il faut redire que le service public est une richesse, il mérite donc des investissements et des améliorations et non un projet de casse.

### **Réussir le 29, en faire un avertissement**

Nous devons, construire dans les départements et les régions une forte mobilisation et faire parler de la justice et de la PJJ.

La CGT, propose de faire converger les manifestants sur des manifestations choisies pour être visibles et de construire des cortèges unitaires Justice !

Ainsi la CGT, propose des actions spécifiques, visibles et médiatiques en intersyndicale pour faire parler de ce qui nous arrive.

Les modalités seront bien entendues construites localement, régionalement avec si possible des rassemblements sur des lieux symboliques de la casse du service public.

La CGT a voulu ce mouvement national et unitaire du public et du privé. Cela fait des mois que notre confédération ou les fédérations de fonctionnaires travaillent à la mobilisation.

Pour lutter contre la RGPP c'est à dire contre le recentrage au pénal de la PJJ, contre les plateformes administratives, les fermetures de directions départementales, nous devons contribuer à faire du 29 janvier une puissante journée de lutte et de manifestation.

**En luttant, nous ne sommes pas sûrs de gagner, mais...**

**En refusant la lutte nous sommes sûrs de perdre...**

**Le 29 janvier, c'est tous ensemble qu'il faut lutter...**